



Montreuil, le 26 novembre 2024

GRÈVE NATIONALE TOUS SERVICES

GAGNONS ENSEMBLE L'AVENIR DE FRET SNCF !

Face à l'exigence exprimée, dans l'unité syndicale, d'un moratoire sur le plan de discontinuité, gouvernement et Direction de la SNCF entendent, pour l'heure, maintenir leur funeste plan. Une seule réponse s'impose : la mobilisation de tous les cheminots du Fret à compter du 11 décembre 19h00 !

Après la grève ultimatum du 21 novembre dernier, la mobilisation doit maintenant monter d'un cran pour contraindre le gouvernement et la direction SNCF à changer radicalement le scénario qu'ils ont méthodiquement construit.

ON ARRÊTE TOUT !

La première exigence, c'est de donner un coup d'arrêt au plan de discontinuité par la mise place d'un moratoire. C'est une mesure préconisée par la Commission parlementaire sur l'avenir du Fret, dont le rapport a été adopté au-delà des clivages partisans. Cela permet notamment d'explorer d'autres voies pour maintenir l'opérateur public, son repositionnement sur les flux abandonnés, et ses possibilités de développement. Les projets de relance travaillés par nos syndicats dans les territoires sont un point d'appui pour gagner une relance effective, y compris le train des primeurs qui a cessé de circuler et dont les marchandises sont désormais sur la route.

UN DÉBAT PUBLIC QUI NE PEUT ÊTRE ESCAMOTÉ

L'empressement du gouvernement et de la direction SNCF vise avant tout à empêcher tout débat public sur l'avenir du Fret ferroviaire. De nombreux parlementaires, de tous bords politiques hors RN, sont à l'origine d'une tribune transpartisane visant à obtenir un débat avec vote à l'assemblée nationale, comme cela a été fait pour le traité du Mercosur. L'avenir de l'outil public qu'est Fret SNCF ne doit pas passer sous le tapis, ce débat doit avoir lieu !

CADRE SOCIAL DES CHEMINOTS DU FRET

Pour l'heure, la seule réponse de la direction SNCF aux revendications du préavis unitaire est la convocation d'une table-ronde sur le cadre social de Fret SNCF. La Fédération CGT des cheminots y portera la continuité de l'ensemble du cadre social actuel, soit le Statut, les accords collectifs, les textes RH, d'entreprise ou métiers.

Dans le même temps, et dans un cadre unitaire, les exigences suivantes demeurent :

- Convocation d'une table-ronde tripartite Gouvernement/OS/direction,
- Convocation d'une table-ronde groupe pour traiter de l'unité sociale au-delà du seul périmètre Fret,
- À l'appui du moratoire, engager des discussions avec la Commission européenne nouvellement nommée pour explorer d'autres voies.

LA FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS APPELLE LES CHEMINOTS DU FRET À AGIR PAR LA GRÈVE À COMPTER DU 11 DÉCEMBRE PROCHAIN 19H00.

